

Perspectives trimestrielles des PME

Point de vue des PME sur l'économie canadienne | T2 2023



FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE

Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2022-2023

	Historique				Prévisions		Tendances (2022 T2-2023 T3)
	2022 T2	2022 T3	2022 T4	2023 T1	2023 T2	2023 T3	
PIB selon les dépenses							
Niveau, G\$ enchaînés (2012)	2 175	2 187	2 186	2 203	2 206	2 214	
Croissance annualisée T/T	3,6 %	2,3 %	-0,1 %	3,1 %	0,6 %	1,4 %	
Croissance en glissement annuel	4,7 %	3,8 %	2,1 %	2,2 %	1,5 %	1,2 %	
PIB par industrie, secteur des entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2012)	1 685	1 692	1 693	1 703	1 706	1 711	
Croissance annualisée T/T	4,2 %	1,8 %	0,1 %	2,6 %	0,5 %	1,4 %	
Croissance en glissement annuel	5,2 %	4,3 %	2,4 %	2,1 %	1,2 %	1,1 %	
Ventes au détail							
Niveau, M\$	65 352	64 848	65 454	65 924	65 855	65 878	
Croissance annualisée T/T	12,0 %	-3,0 %	3,8 %	2,9 %	-0,4 %	0,1 %	
Croissance en glissement annuel	12,2 %	7,0 %	5,7 %	3,8 %	0,8 %	1,6 %	
IPC, total							
Niveau, indice (2002 = 100)	151	153	154	155	156	157	
Croissance annualisée T/T	10,5 %	4,2 %	4,2 %	2,2 %	3,3 %	2,4 %	
Croissance en glissement annuel	7,6 %	7,1 %	6,6 %	5,2 %	3,5 %	3,0 %	
IPC, excluant les aliments et l'énergie							
Niveau, indice (2002 = 100)	141	143	144	146	147	148	
Croissance annualisée T/T	6,9 %	5,2 %	3,9 %	3,3 %	3,7 %	2,6 %	
Croissance en glissement annuel	5,1 %	5,4 %	5,4 %	4,8 %	4,0 %	3,3 %	
Formation brute de capital fixe, entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2012)	383	374	368	364	363	367	
Croissance annualisée T/T	-10,1 %	-9,1 %	-6,6 %	-3,8 %	-1,7 %	4,2 %	
Croissance en glissement annuel	-2,7 %	-0,8 %	-5,0 %	-7,4 %	-5,3 %	-2,0 %	
Emploi							
Niveau, k personnes	17 503	17 638	17 747	17 906	17 862	18 067	
Croissance annualisée T/T	7,1 %	3,1 %	2,5 %	3,6 %	-1,0 %	4,7 %	
Croissance en glissement annuel	7,7 %	5,6 %	4,5 %	4,1 %	2,0 %	2,4 %	

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.

Note : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées.

T2 et T3 2023 : inflation à la baisse et croissance lente, mais soutenue du PIB

Les prévisions économiques basées sur les données les plus récentes du Baromètre mensuel des affaires^{MD} indiquent que le PIB a nettement ralenti au deuxième trimestre de 2023, avec un taux de croissance de 0,6 %, en raison de la baisse du niveau de confiance des propriétaires de PME. Le nombre d'heures supplémentaires reste néanmoins élevé, ce qui indique une demande sous-jacente forte — malgré les hausses de taux — qui devrait porter la croissance du PIB à 1,4 % au T3 2023.

Les ventes au détail se sont contractées de 0,4 % au T2 2023 et devraient rester essentiellement stables au troisième trimestre. Le niveau des ventes restera néanmoins supérieur à celui de l'année dernière.

Le taux d'inflation basé sur l'IPC, total et hors alimentation et énergie, suit une tendance à la baisse, atteignant respectivement 3,5 % et 4,0 % au T2 2023. Cette évolution est conforme à la baisse des attentes des entreprises en matière d'augmentation des prix, même si elles restent nettement supérieures à la moyenne.

L'investissement privé a poursuivi son déclin au T2 2023, se contractant de 1,7 %. Ce ralentissement est dû à une baisse du niveau de confiance, à des attentes élevées en matière d'augmentation des salaires, ainsi qu'à une diminution des commandes en instance par rapport au début de l'année. L'investissement des entreprises devrait renouer avec la croissance au T3 2023, mais rester plus faible qu'il y a un an.

La croissance de l'emploi est devenue négative à -1,0 % au T2, principalement en raison des grèves dans l'administration publique fédérale. Un rebond est attendu au T3 2023, même si le rythme de croissance devrait être plus modéré qu'il y a un an.

Dans ce numéro

p. 2 –
Postes vacants dans le secteur privé

p. 3 – *Sous la loupe*
PME à risque de fermeture

p. 4 – *Profil sectoriel*
Construction

p. 5 –
À propos de la FCEI et notre méthodologie

Postes vacants dans le secteur privé



Le taux de postes vacants est à la baisse

Le taux de postes vacants du secteur privé canadien a légèrement baissé au T2 2023 par rapport au T1 2023, atteignant 4,6 % (Figure 1). Cela confirme que le marché du travail continue de s'assouplir, suivant la tendance observée au cours des derniers trimestres, et coïncide avec l'augmentation du taux de chômage¹.

Le Québec garde un taux élevé, la pression s'atténue dans l'ensemble

Tout comme aux trimestres précédents, les entreprises du Québec ont enregistré le taux de postes vacants le plus élevé (5,3 %) (Figure 1 et Tableau 2). La pression s'atténue dans la majorité des provinces, à l'exception du Nouveau-Brunswick (5,1 %), du Manitoba (4,7 %) et de la Saskatchewan (4,5 %), qui ont vu leur taux augmenté au dernier trimestre.

La plupart des secteurs enregistrent une baisse du taux de postes vacants

Les entreprises des services personnels, de la construction et de l'hébergement et la restauration ont encore une fois enregistré des taux de postes vacants élevés. Toutefois, leurs résultats commencent à se stabiliser ou diminuent légèrement. La plupart des secteurs ont connu une baisse du taux de postes vacants au T2 2023, à l'exception de l'agriculture, de la finance, des assurances et des services immobiliers et des arts, des loisirs et de l'information (Tableau 2).

Les écarts entre les petites et les grandes entreprises se creusent

Les microentreprises (moins de 5 employés) n'ont pas connu cette chute et ont noté une hausse au T2 2023, alors que les plus grandes ont des taux à la baisse (Tableau 2).

L'écart des hausses salariales diminue entre les firmes avec et sans pénuries

Les entreprises qui ont des postes vacants prévoient augmenter leur salaire de 3,5 % au cours des 12 prochains mois, ce qui représente une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport au T1 2023 (Figure 3). En revanche, les entreprises sans poste vacant prévoient d'augmenter les salaires de 2,8 % au cours de la prochaine année.

Sources

(1) Statistique Canada. Tableau 14-10-0380-01.

(2) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, janvier 2004 à juin 2023. Données désaisonnalisées.

(3) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.

Note : *Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 – Taux de postes vacants par province, Canada^{2,3}

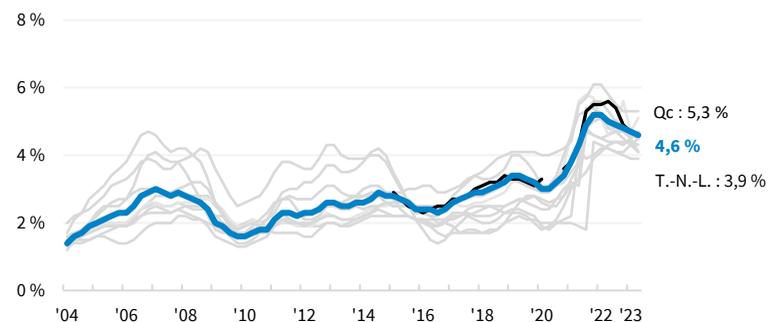


Figure 2 – Taux de postes vacants par secteur, Canada²

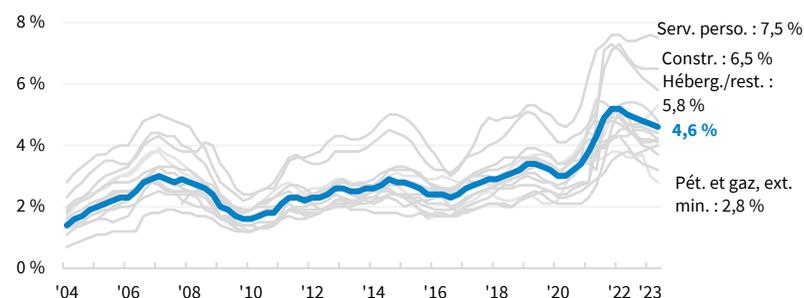


Figure 3 – Hausses salariales moyennes prévues, 12 prochains mois²

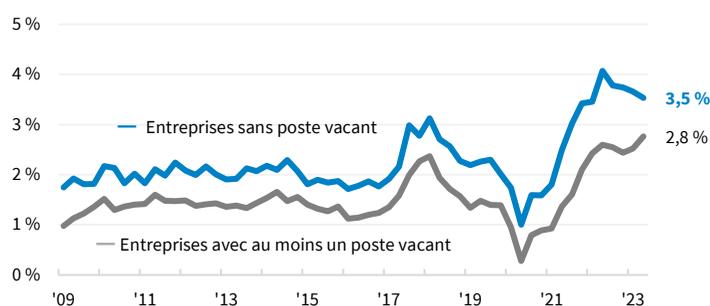


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T2 2023²

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois*	Variation sur 12 mois*	Postes vacants (n)
Canada	4,6	-0,1	-0,4	656 900
Qc	5,3	0,0	-0,5	167 500
N.-B.	5,1	0,4	0,5	12 700
Man.	4,7	0,2	0,3	21 500
Ont.	4,5	-0,1	-0,4	252 700
Sask.	4,5	0,2	0,3	16 100
C.-B.	4,5	-0,2	-0,8	90 400
Alb.	4,3	-0,1	0,0	74 400
Î.-P.-É.	4,1	-0,2	-0,7	2 000
N.-É.	4,1	-0,4	-0,5	13 600
T.-N.-L.	3,9	0,0	-0,3	6 000
Services personnels et divers	7,5	-0,1	0,1	45 700
Construction	6,5	0,0	-0,4	80 400
Hébergement et restauration	5,8	-0,2	-1,0	80 200
Agriculture	5,3	0,3	0,3	8 300
Transports	4,8	-0,3	-0,6	33 600
Services professionnels	4,7	0,0	0,1	61 000
Santé et éducation	4,4	-0,1	-0,3	54 100
Arts, loisirs et informations	4,2	0,1	-0,8	24 800
Gestion d'entreprises	4,2	-0,2	-0,1	41 800
Commerce de détail	4,1	-0,1	-0,4	86 400
Finance, assurance et immobilier	4,0	0,1	0,2	45 700
Fabrication	3,7	-0,2	-0,9	60 900
Commerce de gros	3,2	-0,1	-0,8	27 800
Pétrole et gaz, extr. minière	2,8	-0,2	-0,8	6 400
1-4 employés	7,7	0,1	-0,1	88 800
5-19 employés	6,6	-0,2	-0,6	153 300
20-49 employés	4,7	-0,1	-0,7	84 300
50-99 employés	3,7	-0,2	-1,1	51 800
100+ employés	3,7	-0,1	-0,1	278 800

Le point : PME à risque de fermeture



Le nombre de PME qui risquent de fermer reste élevé au T2 2023

Les faibles attentes des entrepreneurs en matière de performance à court et à long terme couplées à de faibles résultats passés, ont influencé la probabilité de fermetures d'entreprises au cours du dernier trimestre, selon un nouvel indicateur de la FCEI, basé sur ces trois facteurs pondérés de manière égale (Figure 4). Environ 12 % des PME risquaient de fermer au T2, soulignant un quatrième trimestre consécutif enregistrant une proportion similaire.

La situation par province, secteur et taille d'entreprises est variée

La part des entreprises qui risquent de fermer est plus élevée à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick, en Colombie-Britannique et en Ontario. À l'inverse, cette part est plus faible en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, et au Manitoba (Tableau 3). Les PME des secteurs de commerce de détail et agriculture sont aussi plus à risque. En général, plus une entreprise est petite, plus elle est à risque de fermer ses portes.

Les PME qui risquent de fermer s'éteignent à petit feu

Les propriétaires de PME à risque de fermeture sont plus susceptibles de réduire leur effectif à temps plein (42 %) et d'arrêter d'investir dans leur entreprise (69 %) (Tableau 3).

Les coûts élevés et la demande insuffisante sont liés aux risques de fermetures

Alors qu'une PME qui se trouve dans une situation précaire a généralement plus de préoccupations en termes de coûts, les coûts d'emprunt et des intrants sont davantage mentionnés (Figure 5). En effet, 61 % des propriétaires de PME qui risquent de fermer leurs portes ont indiqué que l'insuffisance de la demande constitue le principal frein à la croissance de leur entreprise, contre 33 % de l'ensemble des PME (Figure 6).

Sources

(4) FCEI, Baromètre des affaires^{MD}, Janv. 2013-Juin 2023. Données désaisonnalisées.

(5) Statistiques Canada. Tableau 33-10-0270-01 publié le 27 juin 2023. Estimations trimestrielles.

Figure 4 – Entreprises à risque de fermeture^{4,5}

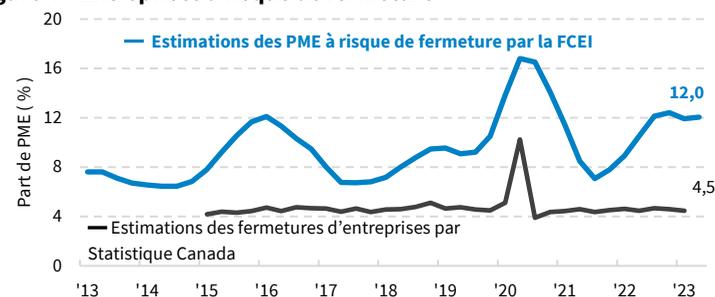


Figure 5 – Tous les coûts pèsent davantage sur les entreprises déjà en situation précaire⁴

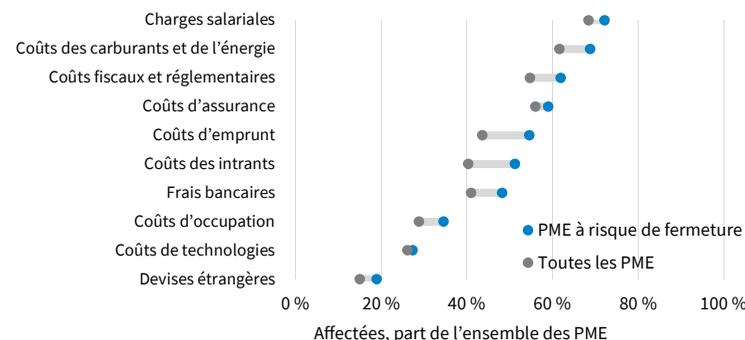


Figure 6 – Les entreprises qui risquent de fermer sont plus susceptibles de se plaindre d'une demande insuffisante⁴

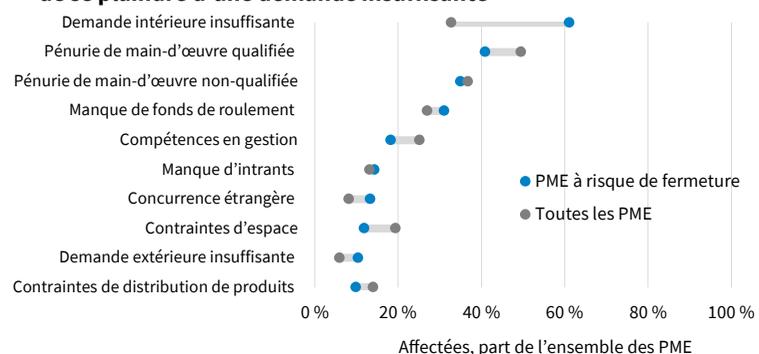


Tableau 3 – Entreprises à risque de fermeture, 2023 T2⁴

	Part de toutes les PME (%)	Part des PME planifiant réduire l'emploi à temps plein (%)	Part des PME ne planifiant pas investir (%)
Canada	12,0	42	69
T.-N.-L.*	15,0	19	69
N.-B.	13,2	56	65
C.-B.	13,1	43	72
Ont.	13,1	39	66
Qc	12,3	44	58
Sask.	11,9	47	72
Alb.	11,3	53	74
N.-É.	9,4	48	68
Î.-P.-É.*	9,3	50	40
Man.	8,3	56	75
Commerce de détail	17,4	41	70
Agriculture	14,3	40	56
Finance, assur. et immobilier*	13,0	31	62
Ressources naturelles*	12,5	25	58
Gestion d'entreprises	12,1	67	70
Commerce de gros	11,9	33	58
Hébergement et restauration	11,9	53	79
Transports	11,0	58	63
Santé et éducation	10,2	26	63
Fabrication	10,0	38	61
Services professionnels	9,5	44	62
Construction	9,1	53	71
Services perso. et divers	9,1	50	63
Arts, loisirs et informations*	6,0	54	57
0-4 employés	13,0	45	71
5-19 employés	12,3	41	67
20-49 employés	9,2	44	63
50+ employés*	14,2	45	32

Note : *Faible nombre de réponses.

Les calculs provinciaux, sectoriels et par taille d'entreprise utilisent des moyennes mobiles sur quatre trimestres.

Profil sectoriel : construction



Bilan

Le secteur de la construction génère environ 7 % du PIB du pays. Les PME (1 à 499 employés) représentent environ 82 % de ce secteur. De plus, elles représentent la majorité des entreprises (99,9 %) et emploient 85 % de la main-d'œuvre en construction.

Tableau 4 – Le secteur de la construction au Canada

	PIB ^{6,7}	Entreprises ^{8,9}	Main-d'œuvre ¹⁰
Total	151 G\$	384 000	1 480 000
Part du secteur dans l'économie	7 %	9 %	8 %
Part des PME dans le secteur	82 %	99,9 %	85 %

L'industrie de la construction comprend trois sous-secteurs¹¹ :

- Construction de bâtiments (57 % des établissements) – entreprises dont l'activité principale consiste à effectuer des travaux habituellement requis pour la construction de bâtiments et de structures (p. ex., maçonnerie, peinture ou électricité).
- Construction de bâtiments (33 % des établissements).
- Travaux de génie civil (9 % des établissements).

Sources

- (6) Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03.
 (7) Innovation, Sciences et développement économique Canada, Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2022.
 (8) Statistique Canada. Tableau 33-10-0662-01.
 (9) Statistique Canada. Tableau 33-10-0661-01.
 (10) Statistique Canada, Enquête sur la population active, tabulations personnalisées.
 (11) Statistique Canada. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0.
 (12) Statistique Canada. Tableau 36-10-0449-01.
 (13) Banque du Canada, Taux d'intérêt au Canada et variables clés relatives à la politique monétaire - dix dernières années.
 (14) FCEI, Baromètre des affaires^{MD}, janvier 2012 à juin 2023. Données désaisonnalisées.

État de forme

L'écart entre la croissance du PIB national de l'ensemble des secteurs et celui de la construction se creuse depuis le milieu de 2021 (Figure 7). Moins d'entreprises de la construction signalent des commandes en instance au-dessus de la normale et du temps supplémentaire, surtout depuis le T3 2022, ou une bonne performance dans les 3-4 derniers mois (Figure 8). Toutefois, la tendance à la baisse s'est stabilisée au T2 2023, ce qui indique un possible plateau.

Figure 7 – Le PIB de la construction a été plus volatile ces 10 dernières années¹²

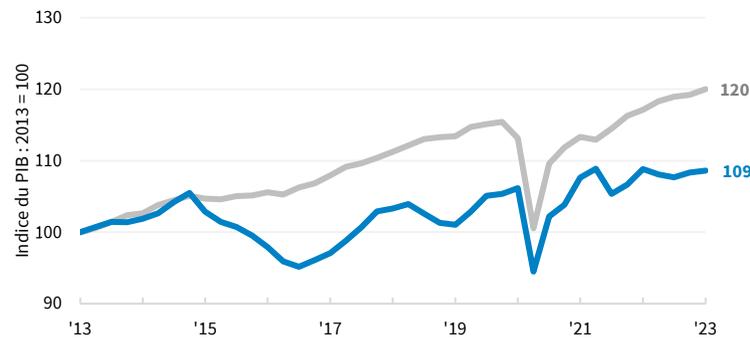
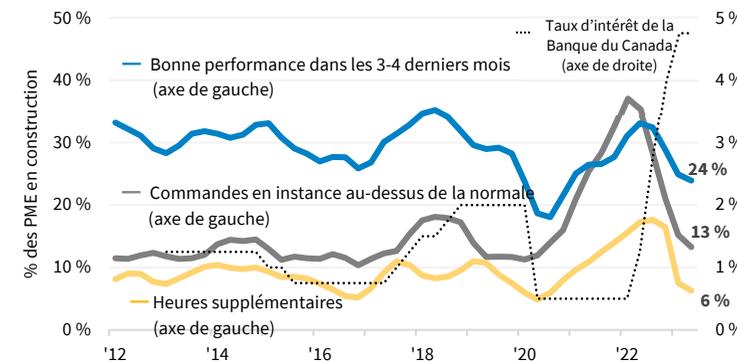


Figure 8 – Des indicateurs clés montrent que le secteur de la construction a montré des signes de ralentissement récemment^{13,14}



Défis

Les PME de la construction ont des difficultés en raison de différents coûts : carburants et énergie, assurances ou coûts fiscaux et réglementaires (Figure 9). Leur croissance est principalement freinée par les pénuries de main-d'œuvre (Figure 10), qui sont corrélées avec le taux élevé de postes vacants dans le secteur (Tableau 2).

Figure 9 – Le carburant/l'énergie, les charges salariales, les assurances, et les coûts fiscaux et réglementaires affectent plus l'industrie de la construction que les autres secteurs¹⁴

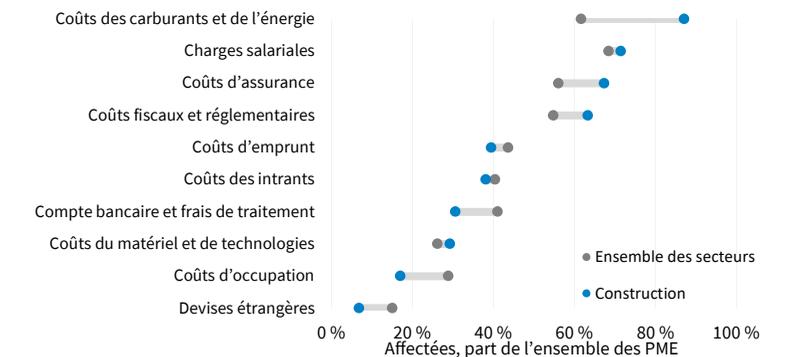
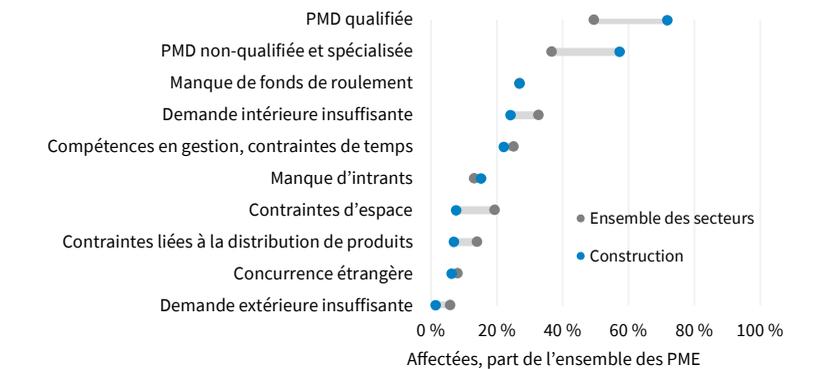


Figure 10 – Les pénuries de main-d'œuvre (PMD) freinent la croissance de la construction plus que celle des autres secteurs¹⁴



Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le dernier jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise* mené par la FCEI, dont les données sont disponibles le mois même de leur collecte. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 97 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

FCEI Économie

Simon Gaudreault
Économiste en chef et
vice-président, recherche

Andreea Bourgeois
Directrice, économie

Laure-Anna Bomal
Économiste

 fcei.ca/recherche

 recherche@fcei.ca

 [@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco



AppEco est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis
Président et économiste

Richard Fahey
Vice-président et avocat

Julien Mc Donald-Guimond
Directeur et économiste

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco